

Fillon face au défi du rassemblement

Son conflit avec les autres ténors de la droite, dont il est sorti victorieux, a laissé des traces, et son état-major de campagne est fortement affaibli

François Fillon, qui a remporté son bras de fer au sein des Républicains, est reparti sur le terrain hier à Orléans, mais avec une équipe à reconstruire, un rassemblement à concrétiser et un rendez-vous programmé avec la justice.

«Maintenant, place à ce dialogue entre François Fillon, le candidat, et le peuple de France», a lancé hier matin Bruno Retailleau, fidèle entre les fidèles du candidat de la droite. Comme une formule incantatoire à quelques heures du premier meeting de François Fillon après une semaine de crise profonde et de confusion au sein des Républicains.

Mais à 47 jours du premier tour de la présidentielle, le candidat a dû changer de directeur de campagne (Patrick Stefanini, démissionnaire, a été remplacé par Vincent Chriqui), et a perdu dans la bataille son porte-parole Thierry Solère, son conseiller à l'international Bruno Le Maire et son trésorier Gilles Boyer, entre autres nombreuses défections. Même si, selon Bernard Accoyer, secrétaire général LR, le candidat à la présidentielle a «d'ores et déjà organisé un certain nombre de contacts avec ceux qui s'étaient éloignés».

Au-delà des personnes, le candidat, accusé par Alain Juppé et le centriste Jean-Christophe Lagarde d'avoir radicalisé sa campagne, va devoir s'efforcer de recons-



Le candidat à la présidentielle doit désormais réussir à recréer l'unité de la droite. (Photo AFP)

tituer les pièces dispersées du puzzle de la droite. Les camps sarkozyste et juppéiste se sont réunis chacun de leur côté hier, le premier du côté de l'Assemblée nationale, le second au Sénat.

La réunion entre Fillon, Juppé et Sarkozy annulée

Du côté sarkozyste, «nous sommes unis derrière notre candidat François Fillon. Nous sommes parfaitement lucides sur la difficulté de la situation, mais responsables», a déclaré Daniel Fasquelle, trésorier du parti,

invitant le candidat «à tendre la main à ceux qui ont douté». Plusieurs dizaines d'élus étaient présents, dont François Baroin, Laurent Wauquiez, Nadine Morano et Rachida Dati. Christian Estrosi, qui avait avec Valérie Pécresse et Xavier Bertrand demandé au candidat de la droite une rencontre pour le convaincre d'une «sortie respectueuse», a également changé de ligne. Il faut «contribuer à l'unité de toutes nos forces, avec les centristes, pour éviter une victoire de Marine Le Pen», a-t-il lancé.

Chez les juppéistes, Jean-Pierre Raffarin et Valérie Pécresse, justement, étaient à la manœuvre pour tenter de ramener les dissidents vers François Fillon. «Ils veulent que l'identité politique soit prise en compte»; «l'unité va être difficile à reconstruire», selon des participants. Du reste, la rencontre prévue aujourd'hui entre François Fillon, Alain Juppé et Nicolas Sarkozy a finalement été annulée, a indiqué hier l'entourage de ce dernier. L'ancien chef de l'Etat les rencontrera individuellement dans les jours qui viennent.

Au-delà du parti, François Fillon a du souci à se faire avec les centristes, qui n'ont pas ménagé leurs critiques. Hier soir, à l'issue d'une longue réunion de son conseil exécutif, l'UDI a fait savoir qu'elle validait l'accord avec LR sur les investitures, mais attendait des «initiatives» de la part de François Fillon concernant le centre.

«J'invite solennellement et amicalement nos partenaires centristes à rejoindre ma campagne. Nous avons les mêmes valeurs, les mêmes objectifs, et c'est ensemble que nous bâtirons la majorité gouvernementale qui redressera la France», a déclaré de son côté le candidat durant son meeting d'Orléans, qui se déroulait en simultané. Enfin, dans une semaine, le candidat est convoqué par les juges, pour une probable mise en examen. Un rendez-vous qui tombe deux jours avant la clôture du dépôt des candidatures à la présidentielle et qu'il devra aborder prudemment, s'il ne veut pas raviver les blessures des derniers jours.

Le « Canard » révèle un prêt non déclaré de 50 000 euros

François Fillon doit par ailleurs faire face à de nouvelles révélations du *Canard enchaîné* sur un prêt de 50 000 euros non déclaré, accordé en 2013 par l'homme d'affaires Marc Ladreit de Lacharrière, directeur de La Revue des deux mondes. Or, selon le Code général des impôts, tout prêt supérieur à 760 euros doit être déclaré par l'emprunteur. Surtout, ce prêt aurait dû être mentionné dans la déclaration de patrimoine que le candidat à la présidentielle a transmise à la Haute Auto-

rité pour la transparence de la vie publique. Un oubli pouvant valoir jusqu'à trois ans de prison et 45 000 euros d'amende. Son avocat, M^e Antonin Levy, a toutefois déclaré que François Fillon avait spontanément déclaré aux enquêteurs, lors de son audition le 30 janvier, qu'il avait oublié de le mentionner dans sa déclaration. Ce prêt a été intégralement remboursé, a-t-il ajouté. Des informations confirmées par l'avocat de M. de Lacharrière, M^e Emmanuel Brochier.